nous qui critiquerons le général Gémeau à l'occasion de son bal ; sans être de ceux qui affectent une confiance aveugle en l'avenir, nous avons cette faiblesse de ne croire ni à la fin de la civilisation, ni à la fin du monde. Notre républicanisme ne va pas non plus jusqu'à nous faire haïr les fleurs et les rubans ; car notre idéal n'est pas du brouet noir au fond d'une écuelle de faïence.

Nous sommes bien plutôt disposé à féliciter le général de sa galante initiative, qui a pour nous le mérite d'un acte de courage, car, enfin, le général a le courage de faire danser à la barbe du Socialisme, ce qui nous semble encore plus dangereux que de danser sur un volcan. On se souvient pourtant que M. Salvandy trouvait ce dernier exercice passablement téméraire. Mais rien n'a arrêté le général ; il sait que le Socialisme enfermé dans la cage de l'état de siège dont il a les clefs, ne fera pas même entendre le plus léger grincement de dents ; il verra, sans s'irriter, s'agiter devant lui, à travers les barreaux, l'ironique drapeau du plaisir, et il entendra sans s'étonner les fanfares des nuits joyeuses.

Le bal du général Gémeau, comme témoignage de la sécurité que les circonstances présentes lui inspirent, sera d'un bon effet moral, et mérite qu'on s'en prévale comme d'un acte politique. Qu'est-ce qu'une bataille perdue, demandait Joseph de Maistre à un militaire aguerri ? C'est, répondit le militaire, une bataille qu'on croit perdue. Le général Gémeau aura fait une réflexion semblable et il se sera dit : plutôt que d'avoir l'air de toujours trembler, ne serait-il pas plus habile de se montrer rassuré et confiant ?

Si, comme nous avons tout lieu de le penser, c'est cette considération qui a suggéré au général l'idée de donner un bal retentissant, — et nous avouons que, dans la très-haute position que le général occupe, il nous serait difficile d'admettre qu'il n'eût pas mesuré toute la portée politique et morale de la fête qu'il prépare — nous nous permettrons de lui adresser les humbles remontrances suivantes : « Général, lui dirons-nous, nous sommes heureux d'accepter de vous l'augure que la paix est maintenant solidement établie à Lyon ; la fête brillante du 2 mars en est le signe et le gage. Tous les souvenirs de discorde sont éteints. Les lustres qui s'allument dans vos salons, les fantômes rians et parés qui le traversent au bruit cadencé de l'orchestre nous avertissent assez que la guerre civile est loin de nous ; pourquoi donc maintenir l'état de siège ? Il est aujourd'hui en contradiction avec votre propre pensée, avec la sécurité que votre fête nous prêche, que votre bal nous enseigne. Tôt ou tard, l'état de siège sera levé à Lyon ; l'état de siège n'est pas, Dieu merci, éternel ; or, il peut être levé, soit à l'occasion d'un changement de ministère, soit à l'occasion d'un conflit entre le Président et l'Assemblée, soit à l'occasion d'un volte-face politique qui, s'il n'est pas très-prochain, est très probable. Il y a, vous le savez, des bruits singuliers qui circulent périodiquement, s'accréditent pendant quelques